



Château-Thierry.

Au hameau de Gillauche -là où un forage serait programmé- une vingtaine de personnes se sont mobilisées.

Quatre cents personnes à Rozoy-Bellevallée et deux cents à Château-Thierry. Samedi, les manifestants se sont fait entendre. Au programme : environnement, santé et éducation.

DEUX manifestations sur une même journée. Samedi, la protestation était de mise dans le sud de l'Aisne. Extraits de discours piochés le matin devant la mairie de Rozoy-Bellevallée et l'après-midi sur les marches de l'hôtel de ville de

- Humour. Devant l'importante mobilisation de la matinée contre les gaz et huile de schiste, Jacques Belloir, maire de Mont-Saint-Père a déclaré tout sourire : « Ça gaz ! »
- Satisfaction. « Aujourd'hui, notre commune Rozoy est célèbre bien malgré nous, mais je vois avec plaisir que nous ne sommes pas seuls dans le combat mené contre les gaz de schiste ! », a déclaré Françoise Semof, maire. « Prenons-nous en mains »
- Vœu. « Nous voulons simplement protéger nos communes, notre environnement, sauver nos campagnes et protéger l'avenir des nouvelles générations, il faut leur laisser un patrimoine non souillé », selon Caroline Barrière pour le collectif des élus unis.
- Cri du cœur. « Les pétroliers nous prennent pour des gens incultes et des demeurés. Ils n'ont aucun respect pour nous, notre cadre de vie, notre façon de vivre. [...] Nous allons devoir supporter nuit et jour le trafic des poids lourds transportant leur matériel, leur sable, leurs produits chimiques, les milliers de tonnes d'eau dont ils ont besoin », explique une habitante de Rozoy, Christine Lecque avant d'ajouter : « Notre sous-sol doit être déclaré « patrimoine de l'humanité ». Les seuls combats perdus d'avance sont ceux devant lesquels on se dérobe, soyons vigilants car la route est longue et prenons-nous en mains. »
- Réunis. « En nous regroupant, nous arriverons à faire reculer les pétroliers, et à modifier la loi », selon Dominique Jourdain, membre du collectif Carmen.Mépris. « Les élus sont méprisés par cet état, on ne nous demande jamais notre avis. Le sud de l'Aisne est un paillason pour le gouvernement parisien, tout ce dont on ne veut pas ailleurs, on vient le faire ici ! C'est inadmissible ! », a déclaré Jacques Krabal, le maire castel.Retour en arrière. C'est le sentiment de Michèle Fuselier, présidente de la communauté de communes à Château-Thierry : « Nous avons un hôpital performant mais on change la donne, on met la barre toujours plus haut pour justifier d'hypothétiques économies, on se croirait revenir en arrière quand de sévères menaces pesaient sur l'hôpital. »
- Dépouillé. « L'hôpital castel sera dépouillé d'une partie de son activité, la chirurgie traumatologique. Cela entraînera la perte à court terme de toute l'offre de soins à caractère public. Il deviendra un établissement de convalescence doté d'une grosse infirmerie et d'un centre de tri qui dirigera les patients loin de leur foyer et de leurs proches ! », estime un syndicaliste.
- Question. « Et notre député, elle est où aujourd'hui, on aurait bien aimé la voir à nos côtés ? », demande un manifestant. « Elle a été inaugurer le salon des vins et elle est repartie ! », rétorque un élu castel.
- Et demain ? « Quel avenir laissons-nous à nos enfants dans le sud de l'Aisne ? L'éducation, la santé, l'environnement tout est menacé ! » s'est interrogé Jacques Genet, un parent d'élèves membre du collectif « Combat pour l'école ».
- Funeste. « On nous parle de France forte, mais ici, la France est morte ! », a conclu Georges Fourré, conseiller général du canton carlésien.